







MADE IN EUROPE

L'industrie de l'habillement en Europe centrale et orientale : Bienvenue au paradis des bas salaires !

Résultats des recherches les plus récentes de la Clean Clothes Campaign

Novembre 2017



Communiqué de presse L'industrie de l'habillement en Europe centrale et orientale : Bienvenue au paradis des bas salaires!

La Clean Clothes Campaign publie aujourd'hui un nouveau rapport sur les usines d'habillement en Europe centrale et orientale. Ce rapport dénonce les salaires de pauvreté endémiques et d'autres conditions de travail difficiles dans l'industrie du vêtement et de la chaussure dans cette partie de l'Europe. Par exemple, de nombreuses travailleuses ukrainiennes ne gagnent que 82€ par mois malgré la prestation de nombreuses heures supplémentaires. Or, le salaire vital devrait être cinq fois plus élevé. Parmi les clients des usines, on retrouve des marques telles que Benetton, Esprit, GEOX, Triumph et Vera Moda.

Pour les marques de mode internationales, le paradis des bas salaires se trouve dans les pays d'Europe centrale et orientale. Beaucoup de marques se vantent d'être « Made in Europe », faisant sous-entendre que les vêtements sont produits dans des conditions « équitables ». En réalité, un grand nombre des 1,7 million de travailleuses et travailleurs de la confection dans la région vivent dans la pauvreté, affrontent des conditions de travail désastreuses, y compris des heures supplémentaires forcées et accumulent des dettes pour couvrir leurs besoins fondamentaux.

Ces « sweatshops » européens emploient des travailleurs à la fois bon marché mais aussi expérimentés et qualifiés. La majorité des salaires mensuels perçus par la main-d'œuvre majoritairement féminine n'atteignent que le salaire mensuel minimum légal, qui varie entre 82€ en Ukraine (UA) et 374€ en Slovaquie (SK). Le salaire vital, pour qu'une famille puisse subvenir à ses besoins fondamentaux, devrait être quatre à cinq fois plus élevé. En Ukraine, cela nécessiterait de gagner environ 438€ par mois.

Les salaires minimums légaux dans la région sont en réalité inférieurs aux seuils de pauvreté et aux niveaux de subsistance officiels de ces pays. Les conséquences sont dramatiques : « Parfois, nous n'avons simplement rien à manger » raconte une femme travaillant dans une usine de confection en Ukraine. Une autre travailleuse en Hongrie a déclaré : « Nos salaires suffisent à peine à payer les factures d'énergie, d'eau et de chauffage ».

Des entrevues avec 110 travailleuses et travailleurs des usines de fabrication de chaussures et de vêtements en Hongrie, en Serbie et en Ukraine ont révélé qu'ils et elles sont obligés de faire des heures supplémentaires uniquement pour atteindre leurs objectifs de production. Pourtant, même en travaillant davantage, ils gagnent à peine plus que le salaire minimum légal.

Un grand nombre de travailleuses et travailleurs interrogés ont signalé des conditions de travail périlleuses telles que l'exposition à des chaleurs extrêmes et à des produits chimiques toxiques, des ateliers insalubres, des heures supplémentaires obligatoires non rémunérées et un traitement abusif de la part de la direction. Certains déclarent être intimidés et constamment menacés de licenciement ou de délocalisation.

Lorsque les travailleuses et travailleurs serbes demandent à la direction pourquoi il n'y a pas de climatisation durant l'été, pourquoi l'accès à l'eau potable est limité, pourquoi ils doivent travailler à nouveau le samedi, la réponse est toujours la même : « La porte est là. »

Il est clair que de grandes marques de mode internationales profitent largement de ce système de bas salaires. Les usines présentées dans le rapport produisaient pour de nombreuses marques mondiales, notamment Benetton, Esprit, GEOX, Triumph et Vera Moda.

achACT et la Clean Clothes Campaign appellent ces marques à payer un salaire vital et à travailler avec leurs fournisseurs pour éradiquer les conditions de travail illégales et inhumaines plubiées dans ce nouveau rapport.



LE MYTHE « MADE IN EUROPE »

En réponse à l'augmentation de l'intérêt médiatique et de la sensibilisation des consommateurs, certaines marques ont commencé à faire de la publicité pour des vêtements et chaussures « Made in Europe » ou « Made in EU ». Elles sous-entendent que l'origine européenne est synonyme d'équité et de responsabilité sociale - ce qui est malheureusement un mythe.

Les mauvaises conditions de travail et de salaire dans l'industrie de l'habillement et de la chaussure ne sont pas confinées en Asie. Ce rapport, ainsi que trois rapports précédents, démontrent que le « Made in Europe » est loin de constituer une garantie de meilleures conditions pour les travailleurs.



• 2014 : Stitched Up

2016 : <u>Labour on a Shoestring</u>2017 : The Real Cost of Our Shoes

A. L'INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Il y a un écart dramatique entre les salaires réels des travailleurs de l'habillement et le coût de la vie en Europe centrale et orientale. L'application de la législation du travail y est défaillante et a un impact négatif sur la vie des travailleurs.

PLUS DE 1,7 MILLION DE PERSONNES TRAVAILLENT DANS L'INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT/CHAUSSURE EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE¹



Dans tous les pays de la région, la main-d'œuvre est principalement féminine. Parmi les travailleurs officiellement déclarés dans le secteur de l'habillement, entre 79% et 92% sont des femmes.

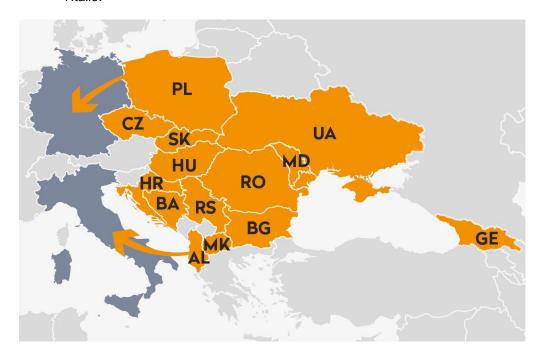
3

¹ Nombre total de travailleurs formellement déclarés ou non, estimé sur une base empirique.



CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT ET DE LA CHAUSSURE EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

- Tous les pays ont une main-d'œuvre qualifiée et expérimentée.
- Dans la plupart des pays de cette région (Albanie, Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Géorgie, Macédoine, Moldavie, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Ukraine), l'industrie de l'habillement et de la chaussure constitue l'un des - voire le - secteur le plus pourvoyeur d'emplois et le plus générateur d'exportation.
- Dans tous les pays concernés, les salaires restent extrêmement bas et les relations industrielles sont « immatures ».
- Les plus importants destinataires de vêtements et chaussures produits dans cette régions sont l'Allemagne et l'Italie.

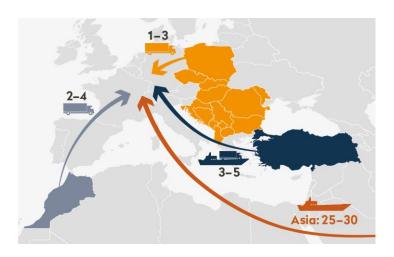


RÔLE DE LA RÉGION DANS LES FILIÈRES D'APPROVISIONNEMENT GLOBALISÉES

La région est devenue un pôle de production stratégique, notamment pour :

- les vêtements de travail ;
- les commandes rapides (approvisionnement proche) ;
- les petites commandes ;
- la production de haute qualité pour les marques premium et de luxe.

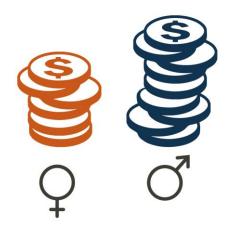
Délais de livraison habituels pour l'Europe occidentale (en jours)²:



² Estimation. Transport seulement, temps de manutention non inclus.



ÉCART DE RÉMUNÉRATION HOMME - FEMME



Dans tous les pays concernés, le secteur de l'habillement est l'industrie dont les salaires sont les plus bas.

Il existe une division du travail homme - femme sur le lieu de travail. Il est difficile d'estimer globalement l'écart salarial entre hommes et femmes. Selon les statistiques officielles, l'écart de rémunération dans l'industrie manufacturière dans les pays de cette région varie entre 18% et 27%.

En Slovaquie, les femmes travaillant dans l'industrie du cuir et de la chaussure gagnent près de 50% de moins que les hommes.³

LA TRIPLE CHARGE DES FEMMES TRAVAILLEUSES⁴

- 1. Elles travaillent pour subvenir aux besoins de leur famille.
- 2. Elles s'occupent du ménage et des soins pour l'ensemble de la famille (y compris les aînés et les enfants).
- 3. Elles travaillent dans une économie de subsistance pour compléter leur revenu trop faible.



³ Source : Luginbühl, Christa / Musiolek, Bettina (2016): <u>LABOUR ON A SHOESTRING</u>. Les réalités du travail dans les périphéries européennes de fabrication de chaussures en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie, à Dresde / Zurich, page 18.

⁴ Source : Luginbühl, Christa / Musiolek, Bettina (2014) : <u>STITCHED UP</u>. Salaire de la pauvreté pour les travailleurs de l'habillement en Europe de l'Est et en Turquie, Clean Clothes Campaign, pages 66-69



B. SERBIE





> 100 000 travailleuses et travailleurs (déclarés ou non)



Destination principale d'exportation : Italie

Selon les articles de presse, les listes de fournisseurs publiées, les sites Internet et d'autres sources locales, les marques et enseignes suivantes s'approvisionnent en Serbie : Armani, Burberry, Calzedonia, Décathlon, Dolce & Gabbana, Ermenegildo Zegna, Golden Lady, Gucci, H&M, Inditex / Zara, Louis Vuitton / LVMH, Next, Mango, Max Mara, Marks & Spencer, Prada, s'Oliver, Schiesser, Schöffel, Top Shop, Tesco, Tommy Hilfiger / PVH, Versace.

Selon des travailleuses et travailleurs interrogés ou des sites Internet d'usines, Benetton, Esprit, GEOX et Vero Moda (Bestseller) font partie des entreprises qui s'approvisionnent dans les usines étudiées.

Profil complet du pays (en anglais)

TÉMOIGNAGES DES TRAVAILLEURS

- « L'air conditionné ne sera pas allumé tant que nous ne tomberons pas morts devant nos machines. »
- « J'ai dit à la superviseure : Je ne peux pas respirer à cette machine. Il fait déjà plus de 30 degrés dans l'usine et il fait beaucoup plus chaud à proximité de cette machine. Après avoir dit cela, elle a pris le tuyau d'échappement de la machine et l'a dirigé vers mon visage et celui de ma collègue en disant : Faites avec ! Il y a plein de gens qui attendent dehors pour vous remplacer ! »
- « Nous savons quand un inspecteur ou un directeur d'Italie vient visiter l'usine. Auparavant, la direction ouvre les portes et les fenêtres et allume la climatisation. Normalement, les gestionnaires nous disent : Si vous ouvrez la porte, vous serez immédiatement renvoyés. »

ÉCHELLE DES SALAIRES

189 €	22,880 RSD	Salaire minimun légal net 2017 (au 1er janvier)
218 €	27,624 RSD	Salaire net moyen dans l'industrie de l'habillement (mai 2017)
256 €	32,374 RSD	Seuil de pauvreté 2016 pour une famille de 4 (60% du revenu médian des ménages)
278 €	35,094 RSD	Minimum de subsistance en 2016 (panier de consommation minimum du ménage)
372 €	47,136 RSD	Salaire net moyen dans l'économie (mai 2017)
652 €	77,828 RSD	Salaire minimum vital estimé par les travailleurs interrogés (net mensuel pour une famille de quatre personnes)



C. UKRAINE





> 220 000 travailleuses et travailleurs (déclarés ou non)



Destination principale d'exportation : Allemagne

Selon les articles de presse, les listes de fournisseurs publiées, les sites Internet et d'autres sources locales, les marques et enseignes suivantes s'approvisionnent en Ukraine: Asos, Adidas, Benetton, C&A, Esprit, Hugo Boss, Inditex/Zara, Kirsten, Liz Claiborne, Mexx, Marks & Spencer, Mart Visser, Next, Oui, Peek & Cloppenburg, Steps, s.Oliver, Saint James, Topshop, Triumph, Tommy Hilfiger/PVH, Walbusch.

Profil complet du pays (en anglais)

TÉMOIGNAGES DES TRAVAILLEURS

- « Pour l'électricité et l'eau, chaque mois, ma famille doit payer 86 euros, c'est-à-dire quasiment le même montant que le salaire minimum légal et le salaire effectivement perçu. »
- « J'aimerais avoir un salaire plus élevé. Maintenant, vous voyez, je n'ai plus de dents. Je voudrais aussi avoir un frigo. Et que Dieu me donne la santé. »
- « Certains jours, nous n'avons rien à manger. »
- « 8% des personnes interrogées ont pris des vacances dans le pays au cours des cinq dernières années. Tous les autres travailleurs interrogés ont passé leur congé annuel à cultiver sur leur terrain à la campagne. Ils ne peuvent pas imaginer prendre des vacances ailleurs. » (Un chercheur)

ÉCHELLE DES SALAIRES

8 <mark>9 € 2'576 UAH</mark>	Salaire minimun légal net
9 <mark>6 €</mark> 2'778 UAH	Salaire net moyen des travailleurs interviewés, heures supp' et bonus inclus
135 € 3'713 UAH	Salaire net moyen de l'industrie légère (principalement habillement et chaussures) - décembre 2016
166 € 4'800 UAH	Minimums de subsistance 2017 (par mois, par ménage de 3 unités de consommation)
190 € 5'212 UAH	Salaire net moyen - décembre 2016
378 € 10'356 UAF	Salaire net moyen dans le secteur pharmaceutique - décembre 2016
477 € 13'803 UAF	Salaire minimum vital estimé par les travailleurs interrogés (net, par mois, pour un ménage de 3 unités de consommation)



D. HONGRIE





> 20 213 travailleuses et travailleurs déclarés (2016)

Estimation: plus de 40.000 travailleurs déclarés et non déclarés dans l'industrie du vêtement et de la chaussure



Destination principale d'exportation : Allemagne

Selon les articles de presse, les listes de fournisseurs publiées, les sites Internet et d'autres sources locales, les marques et enseignes suivantes s'approvisionnent en Hongrie : Bäumler (Ingolstadt), Gucci, Next, Peter Hahn, Stella McCartney, Strenesse, Tommy Hilfiger (PVH), Wagner (PWT Group).

Profil complet du pays (en anglais)

TÉMOIGNAGES DES TRAVAILLEURS

- « Nous avons atteint le point où tout ce qu'un travailleur peut gagner est juste suffisant pour payer la facture d'électricité. »
- « Nous gagnons des salaires terriblement bas. Lever tôt le matin pour prendre le bus, 8 heures de travail acharné pour moins de 70 000 HUF (225 euros) par mois au 21ème siècle. Les travailleurs acceptent tout ce que disent le patron, ne se plaignent pas et ne se disputent pas : ils prennent ce job et disent *OK*, vous avez raison. Et ce sont toutes des femmes de plus de 50 ans. Simplement misérable. »
- « Dans la chaleur de 40°C, vous vous sentez déjà étourdi ou malade ; vous ne pouvez plus le supporter. Devrais-je dire que c'est inhumain ? C'est en tout cas ce que je pense. »

ÉCHELLE DES SALAIRES

ECHELLE DES SALAIRES				
19 <mark>7 €</mark>	60'000 HUF	Salaire net le plus bas des travailleurs interrogés (heures sup et bonus inclus)		
243 €	73'815 HUF	Salaire net minimun légal (2016)		
282 €	85'785 HUF	Salaire net minimun légal pour les travailleurs qualifiés (2016)		
366 €	111'150 HUF	Salaire net moyen des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir selon les statistiques officielles (2016)		
395 €	120'000 HUF	Salaire net le plus élevé des travailleurs interrogés (heures sup et bonus inclus)		
608 €	184'952 HUF	Salaire net moyen (2016)		
845 €	256'995 HUF	Moyens de subsistance minimums (famille composée de 2 adultes et 2 enfants)		
1'119 €	340'000 HUF	Salaire minimum vital estimé par les travailleurs interrogés (net, par mois, pour un ménage de 3 unités de consommation)		



E. FOCUS SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

ÉTATS FAIBLES ET RELATIONS INDUSTRIELLES IMMATURES



Certains des pays les plus pauvres d'Europe, tels que la Serbie, offrent une foule d'avantages directs et indirects aux enseignes et marques internationales tout en n'appliquant et ne controlant pas leur propre législation sociale. Ces avantages comprennent des salaires minimums extrêmement bas, des restrictions de l'activité syndicale, des subsides aux entreprises qui investissent dans des installations de production dans le pays.

Cette générosité envers les entreprises se fait au détriment de la population et en particulier des travailleuses.

Les syndicats sont extrêmement faibles et la négociation collective est quasi inexistante.

Les marques et enseignes profitent d'un Etat faible et d'une main-d'œuvre intimidée et appauvrie et n'exercent pas leur diligence raisonnable en matière de droits humains.

UNION EUROPÉENNE ET PAYS ADHÉRENTS

Alors que la Commission européenne salue l'Ukraine et la Géorgie pour leurs « réformes sans précédent », elle ne prête guère attention à la situation des travailleurs dans ces pays.

En Géorgie, l'absence d'un système de protection des travailleurs n'a jamais été abordée par l'UE malgré l'accord d'association avec la Géorgie.



SALAIRE MINIMUM FIXÉ EN DESSOUS DES NIVEAUX DE SUBSISTANCE DANS TOUS LES PAYS

En pratique, les gouvernements fixent les salaires minimuns en dessous des niveaux de subsistance officiels et des seuils de pauvreté, pourtant eux-même bien plus bas qu'un salaire minimum vital.

Dans certains pays, l'augmentation du salaire minimum ne compense même pas l'augmentation du coût de la vie.

L'exemple de l'Ukraine

Les prix à la consommation entre 2010 et 2017 ont augmenté de +134%.

Dans la même période, les prix de l'énergie et des services publics ont plus que quintuplé (+465%).5

En conséquence, de nombreuses familles pauvres doivent lourdement s'endetter.

En moyenne, les coûts mensuels des charges (énergie, eau et déchets) pour un appartement s'élèvent à $73 \in 6$, soit presque l'équivalent du salaire minimum. Certaines familles de travailleurs dépendent de l'aide publique. Ainsi, l'Etat subventionne indirectement les bas salaires en faveur des marques et enseignes.

⁵ Source de données : Numbeo. Electricité, chauffage, refroidissement, eau et ordures d'un appartement de 85m².

⁶ Idem



« Ma famille ne mange pas de viande. Nous devons payer des frais d'électricité et d'eau qui s'élèvent à 69€ par mois. Ma famille doit survivre avec deux salaires minimum, ma pension d'invalidité de 41€ et notre champ. » (Une travailleuse ukrainienne)

MÊME BAS, LE SALAIRE MINIMUM LÉGAL N'EST PAS RESPECTÉ

Exemples de violations des lois sur le salaire minimum :

En Ukraine et en Serbie, les rapports des travailleurs et travailleuses révèlent que la majorité d'entre eux ne reçoivent pas le salaire minimum légal. C'est notamment le cas pour :

- une partie des travailleurs de GEOX en Serbie,
- la majorité des travailleuses et travailleurs serbes des fournisseurs de Benetton, Esprit, Bestseller /Vero Moda,
- les travailleuses et travailleurs des fournisseurs et sous-traitants ukrainiens de Triumph.

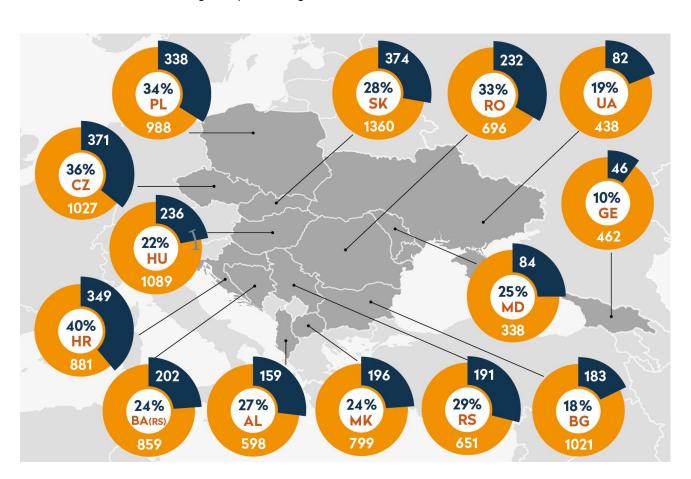
Le paiement du salaire minimum légal n'est souvent pas respecté en Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Hongrie, Moldavie, Bulgarie et Roumanie. Pire, cette violation de la loi est érigée en norme en Ukraine, Serbie et Albanie.



ÉCART ENTRE LE SALAIRE MINIMUM LÉGAL ET LE SALAIRE MINIMUM VITAL

Légende :

- Salaire net minimun légal
- Salaire vital estimé selon les travailleuses et travailleurs interrogés
- % Salaire net minimun légal en pourcentage du salaire vital estimé





Notes: Le salaire minimum net date d'octobre 2017, sauf indication contraire ci-dessous. L'estimation du salaire vital est faite à partir de 2017 (AL, MK, RS, UA), 2016 (BA (RS), HU, PL, RO, SK), 2015 (CZ) ou 2013 (BG, HR, GE, MD). Le taux de conversion date du 1er octobre 2017.

CZ : Le salaire net diffère selon la situation familiale et peut être plus élevé. Le salaire minimum net utilisé ici s'applique à un travailleur sans enfant.

BA (RS) : Il ne peut être exclu que le salaire minimum inférieur dans le secteur de la confection s'applique en raison d'un accord sectoriel.

GE: Il n'y a pas de salaire minimum réaliste pour le secteur. Le chiffre utilisé ici est le salaire brut minimum pour le secteur public (135 GEL). Le salaire minimum pour le secteur privé est seulement de 20 GEL = 7€.

HU : Le salaire net minimum et le salaire minimum vital ont été estimés à partir de 2016. Les estimations du salaire vital selon les travailleurs interrogés vont de 300 000 à 400 000 HUF. Pour ce calcul, un chiffre moyen de 340 000 a été utilisé.

FACE À LA PAUVRETÉ

Stratégies de base des travailleurs pour faire face à leurs salaires extrêmement bas :

- Agriculture de subsistance
- Endettement : restructuration constante des prêts à des taux d'intérêt usuraires
- Migration de main-d'œuvre vers l'Europe Occidentale

Exemple d'une offre de prêt près du site de production d'une marque en Roumanie :



F. LE TRAVAIL À FAÇON

RESPONSABILITÉ DE L'ALLEMAGNE, DE L'ITALIE ET D'AUTRES PAYS D'EUROPE OCCIDENTALE

Dans les années 1970, un groupe dirigé par les gouvernements allemand et italien a initié le système du travail à façon (ou de perfectionnement passif) avec les pays d'Europe centrale et orientale.

L'objectif : externaliser la confection de vêtements à forte intensité de main-d'œuvre et protéger l'industrie textile dans leur propre pays.

Les conséquences : mauvaises conditions de travail et salaires indécents dans les usines de confection d'Europe centrale et orientale et pertes d'emplois dans le secteur de l'habillement en Europe occidentale.

Aujourd'hui, le système du travail à façon domine en Europe centrale et orientale. Les entreprises allemandes et italiennes en sont toujours de loin les plus grands bénéficiaires.



Pour joindre les deux bouts, des proches des travailleurs de l'habillement migrent souvent en Allemagne, en Italie ou ailleurs en Europe occidentale pour travailler comme journaliers, dans des emplois précaires et non déclarés, ce qui alourdit la charge des proches restés au pays, en particulier des travailleuses.

LE TRAVAIL À FAÇON DANS LA PRODUCTION DE CHAUSSURES

Dans tous les pays, le système de production et de commerce dominant dans l'industrie du vêtement et de la chaussure est le travail à façon.

Comment cela fonctionne-t-il?

- Les marques italiennes fournissent tous les intrants de production à leurs fournisseurs installés dans les pays à bas salaires de la région.
- 2. Les marques italiennes ré-importent les chaussures.
- Les dernières étapes, comme l'emballage et l'étiquetage, sont effectuées en Italie avant que les chaussures ne soient vendues sur les marchés européens.



LE TRAVAIL À FAÇON DANS L'INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT

Les marques allemandes sont les principales entreprises qui utilisent le travail à façon pour la production de vêtements.

Comment cela fonctionne-t-il?

- Les marques allemandes fournissent des intrants de production à leurs fournisseurs installés dans les pays à bas salaires de la région.
- 2. Les marques allemandes ré-importent les vêtements confectionnés.
- Les dernières étapes sont réalisées en Allemagne avant la vente des vêtements sur les marchés européens.





G. RECOMMANDATIONS

Aux marques / détaillants :

- Garantir le paiement d'un salaire vital aux tavailleurs qui fabriquent leurs produits.
- Travailler avec les fournisseurs / sous-traitants pour remédier aux violations des droits des travailleurs.
- Assumer et mettre en œuvre leur diligence raisonnable en matière de droits humains.

Aux gouvernements des pays de production :

- Appliquer et faire respecter leur législation du travail.
- Fixer un niveau de salaire minimum qui couvre le coût de la vie.
- Fournir un système de conseils juridiques gratuits aux travailleurs de l'habillement et de la chaussure.

A l'Union européenne :

- Développer une politique de salaire minimum en accord avec la charte sociale européenne et les chartes internationales des droits humains.
- Rompre le lien entre l'octroi de prêts et la mise en place de politiques de modération salariale dans les pays débiteurs.
- Conditionner les accords d'association et commerciaux, ainsi que l'aide au développement, au respect effectif des droits humains au travail.

MÉTHODOLOGIE

Ce rapport se base sur des recherches de terrain menées en Hongrie, Serbie et Ukraine.

En Hongrie, des recherches sur le terrain ont été effectuées dans trois usines en juin / juillet 2016 ; 30 travailleuses et travailleurs ont été interrogés.

En Ukraine, 35 entrevues ont été réalisées avec des travailleuses et travailleurs de quatre usines en février / mars 2017.

En Serbie, 48 entrevues ont été menées dans quatre usines entre juin et septembre 2017.

Tous les entretiens ont été menés en dehors de l'usine, dans un lieu où l'anonymat et la protection de la personne interrogée pouvaient être assurés. Dans tous les pays, les chercheurs ont trouvé extrêmement difficile de trouver des travailleuses et des travailleurs prêts à parler. Ils avaient peur, étaient parfois terrifiés, des représailles potentielles à leur participation à l'enquête.

Ce rapport se base également sur des recherches documentaires approfondies menées en Serbie, en Hongrie et en Ukraine. Afin de mettre à jour les données existantes sur d'autres pays, les partenaires locaux dans ces endroits ont contribué à des recherches secondaires.

Auteurs de cette présentation : Bettina Musiolek, David Hachfeld

Auteurs des profils de pays : Bojana Tamindžija, Stefan Aleksić, Oksana Dutchak, Artem Chapeye, Bettina Musiolek, Olívia Béládi, Emese Gulyás

Les citations utilisées dans ce document ne proviennent pas des individus montrés sur les photographies. De plus, ces personnes ne sont aucunement liées aux personnes que nous avons interrogées dans le cadre de cette recherche.

Crédits : ©Karin Hutter (graphiques) et ©Yevgenia Belorusets (photos)

CONTACTS

achACT – Actions Consommateurs Travailleurs Hélène Mambourg, Responsable Communication et Campagnes helene@achact.be – Tel +32 (0)10 45 75 27 +32 488 92 20 20